

dre cet objectif sans en même temps essayer de contrôler le pouvoir décisionnel de l'OCCO. Elle le fait en proposant un rôle réel et important pour le comité consultatif qu'on envisageait dans l'accord fédéral-provincial initial. Le problème jusqu'ici a été qu'on n'a pas concrètement donné suite à la proposition d'établissement de ce comité.

● (2110)

J'estime que toutes les recommandations contenues dans ce rapport du comité spécial sur la commercialisation des œufs sont importantes. Il ne faudrait pas croire, parce que j'en choisis quatre pour les étudier ce soir, que je ne considère pas les autres comme importantes. Elles le sont bel et bien, et je n'hésite pas à les appuyer en espérant que toutes les recommandations contenues dans le rapport seront étudiées très attentivement par les diverses autorités à qui elles s'adressent.

En terminant, j'aimerais signaler que le député de Saint-Jean-Est, qui a proposé la résolution, fait bien, selon moi, d'attacher une telle importance aux recommandations contenues dans le rapport dont il nous a parlé. Mais je ne suis pas d'accord sur un point surtout, c'est qu'il tente sans cesse de blâmer le ministre fédéral de l'Agriculture en ce qui concerne les problèmes de l'OCCO, alors qu'il sait très bien, comme tous les membres du comité, que l'OCCO ne sera efficace que lorsqu'il bénéficiera du plein appui, dans la pratique comme en théorie, des onze ministres d'un bout à l'autre du pays.

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Madame l'Orateur, je ne prendrai pas, je pense, tout le temps qui m'a été accordé. Ceux d'entre nous qui ont eu le privilège de faire partie du comité parlementaire qui a examiné, des semaines durant, le méli-mélo concernant les œufs ont travaillé d'arrache-pied au cours des séances du matin, de l'après-midi et du soir. Je crois me faire le porte-parole de tous ces députés en disant que ce fut très intéressant. Bon nombre d'entre nous en ont appris long—du moins nous le croyons—sur l'industrie canadienne des œufs. Nous avons également acquis un nouveau vocabulaire. Non seulement sommes-nous renseignés sur les quotas, mais nous avons appris des expressions nouvelles comme «le marché des œufs fêlés», «le commerce des œufs en coquille», et «le commerce des œufs frais». C'était tout comme si nous retournions à l'école de droit pour y apprendre le jargon juridique. Bon nombre d'entre nous ont dû s'adapter à une phraséologie tout à fait nouvelle.

Une voix: Tout en voyant le bon côté des choses.

M. Lawrence: Oui, tout en voyant le bon côté des choses. Je pense que nous nous étions trop engagés dans les détails et c'est une raison pour laquelle je n'entrerai pas dans tous les détails ce soir.

A bien y songer, madame l'Orateur, n'y avait-il pas et n'y a-t-il toujours pas quelque chose d'illogique au Canada et dans le monde actuellement, notamment en ce qui concerne la production agricole? Nous sommes tous au courant de la crise mondiale des aliments à base de protéines. Pourtant nous ne parlons que de quotas, de restrictions et de mesures, comme la planification de la production et du contrôle de l'offre dont l'unique effet, en fin de compte, sera de limiter la production d'une précieuse denrée alimentaire, dont le manque engendre actuellement la famine dans certaines parties du monde. Je le répète, il y a quelque chose qui ne va pas dans tout cela.

Je dois dire que le ministre ne s'en est pas tiré aussi facilement au comité que ce soir à la Chambre. Il peut

Commercialisation des œufs

affirmer tant qu'il veut qu'il n'a rien à voir avec la question. Il peut dire: «Non, ce n'est pas moi, je ne m'occupe pas de l'Office et le gouvernement non plus.» J'aimerais cependant lui rappeler que le ministre fédéral de l'Agriculture a accepté qu'un régime national de commercialisation des œufs relève de lui et, en termes très simples, ce ministre de l'Agriculture a gaffé, et gaffé lamentablement, en ce qui concerne cette industrie. Si le ministre a voulu s'en occuper à cause de la pénurie mondiale de protéines, à cause de la situation des approvisionnements, l'alimentation du bétail et de la production au Canada, il ne peut à mon avis refuser d'assumer sa part de responsabilité à cet égard comme il a tenté de le faire ce soir à la Chambre.

A une séance du comité, on a posé directement au ministre cette question très simple: «Monsieur le ministre, ne croyez-vous pas que vous êtes un peu responsable de ce qui se passe maintenant et de ce qui s'est passé déjà dans l'industrie des œufs du Canada?» A ce moment-là, madame l'Orateur, il y a eu un silence très lourd d'une minute, puis le ministre a finalement avoué qu'il était un peu responsable de la situation.

Au lieu de me perdre dans les détails, j'aimerais exposer dans les grandes lignes les problèmes dont souffre l'industrie aujourd'hui. A ce propos, j'aimerais dire une chose à propos du comité. A mon avis, ce comité a travaillé dur et a examiné bien des choses. Comme je l'ai dit, il a travaillé le matin, l'après-midi et le soir. Mais, en ce qui concerne la situation très délicate dans laquelle le ministre s'était mis, je dois dire que le comité a exonéré de tout blâme le ministre de l'Agriculture relativement à la situation de l'industrie des œufs du Canada.

Lorsque je dis cela, je ne voudrais pas qu'un député m'emboîte le pas en s'adonnant au genre de psittacisme dont nous avons eu les exemples ce soir et dise que nous essayons d'accuser de tous les maux ce pauvre Gene Whelan. Ce n'est pas ce que je fais. Je ne pense pas que ce soit ce que les membres de mon parti ont dit, et je doute que quiconque a assisté aux audiences du comité puisse en venir à une telle conclusion. Mais par contre, madame l'Orateur, ce que nous disons, et ce que le comité, étant donné qu'il était composé en majorité de ministériels, n'a pas eu l'honnêteté d'admettre, c'est que c'est surtout le bureau du ministre de l'Agriculture qui était responsable de la situation; c'est là quelque chose d'incontestable.

Pourquoi sinon le ministre viendrait-il essayer de nous dire ce soir: «Regardez comme j'ai été gentil; j'ai tout réparé»? Pourquoi nous dirait-il: «Voyez comme j'ai fait pression sur le Conseil de commercialisation des produits de ferme, qui à son tour a fait pression sur l'OCCO, lequel à son tour a fait pression sur les commissions provinciales. Grâce à moi, l'OCCO a maintenant un nouveau directeur général. Grâce à moi, les commissions provinciales fonctionnent bien alors qu'elles ne fonctionnaient pas bien auparavant. Grâce à moi, d'ici un an, nous aurons un organisme national de commercialisation des œufs valable au Canada».

Des voix: Bravo!

M. Lawrence: J'entends des députés d'en face taper sur leurs pupitres. Parfait. Seulement, ce même ministre aurait pu le faire il y a deux ans, et il ne l'a pas fait. Il a perdu deux ans en retards, en gaspillages et en temporisations.

Des voix: Bravo!

Des voix: C'est absurde!